

Analyse des résultats

Résumé

- La consultation visait à traiter du principe d'un minimum jeunesse aussi bien que de ses modalités concrètes d'attribution et de financement : elle a mobilisé près de 2.000 participants qui ont donné leur opinion via 6.600 votes et l'ont surtout étayée et argumentée par 2.200 contributions. Ceci la rend comparable à la consultation sur le numérique à l'école du député Bruno Studer (mission d'information parlementaire) ou celle sur l'intelligence artificielle du député Cédric Villani (mission confiée par le Premier ministre).
- Dans l'esprit des consultations "publiques" opérées par Parlement & Citoyens, cette consultation a permis l'expression majoritaire de "citoyens" (95% des participants) mais a aussi intégré le point de vue d'acteurs de la société civile, de chercheurs et d'élus locaux dans un même espace de débat.
- Les participants soutiennent globalement la proposition de loi du Groupe Ps et apparentés : 82% des propositions émises par le Groupe ont reçu plus de 50% de votes favorables, 58% des propositions ont reçu plus de 60% de votes favorables
- Sur le principe général de ce dispositif, nous pouvons relever deux motifs d'opposition très "polarisés"
 - une opposition forte fondée sur le manque de confiance dans la jeunesse pour utiliser cette aide comme un tremplin vers l'autonomie. Le dispositif est ainsi jugé comme utopique, décroché du monde réel
 - une "réserve" justifiée par le fait que le dispositif ne va pas assez loin et introduit également des limites contraires à l'esprit et aux modalités du "vrai" revenu universel
- Le montant des aides fait dissensus et les participants ont exprimé leur désaccord avec la proposition initiale du groupe. Il est à la fois perçu comme :
 - insuffisant au regard du coût de la vie
 - excessif si on compare au plus bas des salaires durement acquis et si on intègre l'état des finances de l'Etat français
- Les deux propositions qui n'ont pas suscité l'adhésion des participants sont la dégressivité et le fléchage des usages. Ils apparaissent comme antinomiques avec le principe même du revenu universel "inconditionnel"
- Les modalités de financement ont en revanche particulièrement rencontré l'adhésion des participants avec une forte priorité donnée à la taxation des multinationales sur la base de leurs chiffres d'affaires en France puis une révision de la fiscalité des successions

Données statistiques

Volume de participation

- 2209 contributions
- 6608 votes
- 1976 participants

Qualité de participation

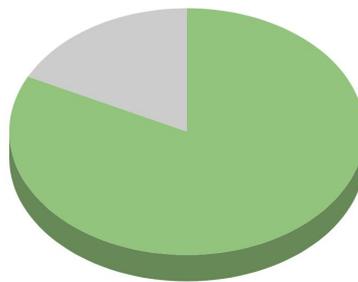
- 1235 arguments
- 3 contributions modérées soit 0,13% de taux de modération
- en moyenne, une contribution est composée de 593 mots

Profil des participants

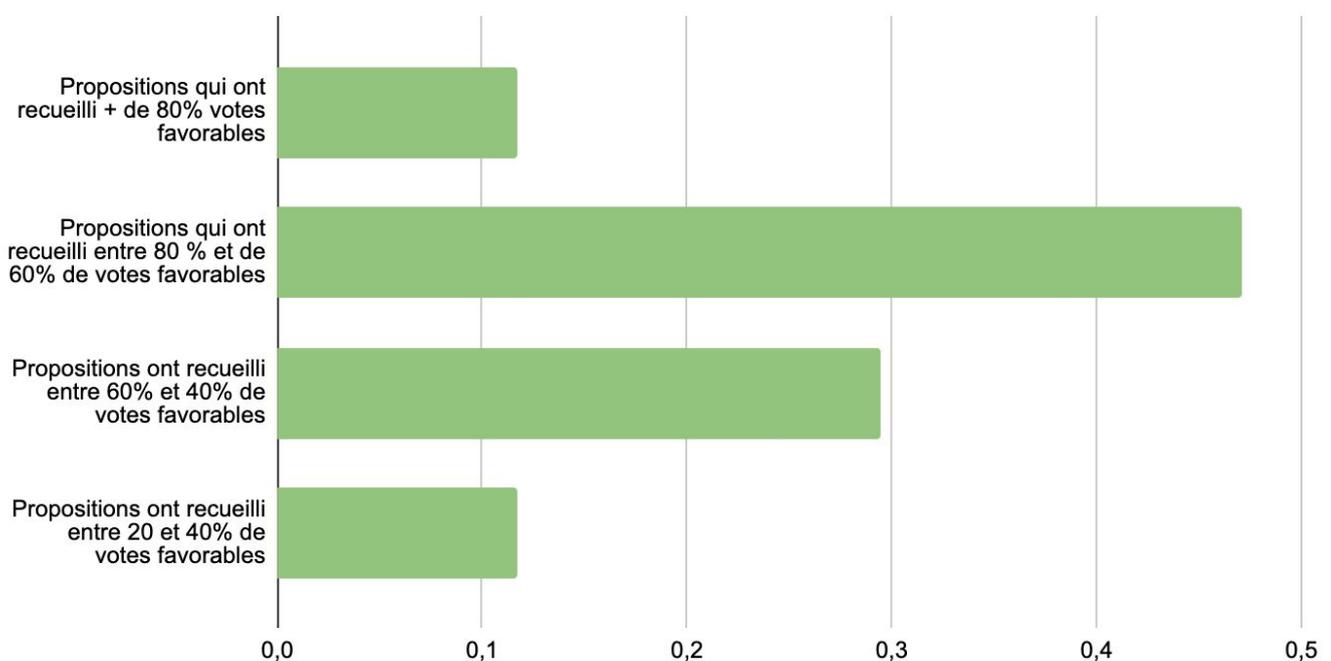
- 95% des participants ayant renseigné leur profil se déclarent citoyens
- une consultation publique et non restreinte aux "citoyens"
 - mobilisation d'acteurs de la société civile notamment Le Mouvement Français pour un Revenu de Base et Hémisphère gauche
 - mobilisation de chercheurs
 - mobilisation d'élus locaux dont le Groupe de Gauche de l'Assemblée des Départements de France qui réunit les 33 président-e-s de départements de gauche (P.S., P.R.G., P.C. et divers gauche) adhérents de l'Assemblée des départements de France
 - mobilisation d'autres parlementaires (Chantal Jourdan)

Niveau d'adhésion

- 14 propositions sur les 17 formulées par le groupe PS et apparentés recueillent une majorité de votes favorables soit 82% des propositions



- 2 propositions ont recueilli + de 80% votes favorables / 8 propositions ont recueilli entre 80 % et de 60% de votes favorables / 5 propositions ont recueilli entre 60% et 40% de votes favorables / 2 propositions ont recueilli entre 20 et 40% de votes favorables



Classement détaillé des propositions initiales par niveau d'adhésion

Intitulé	% de votes favorables
Réformer l'impôt sur les multinationales pour qu'elles soient imposées en France sur la base de leur chiffre d'affaire réalisé en France	95%
Accéder dès 18 ans au revenu de base	81%
Créer une tranche supérieure de l'impôt sur les revenus à 50% pour les revenus supérieurs ou égaux à 250 000 euros	76%
Accéder à la Dotation à 18 ans	73%
Financer ce patrimoine universel par une révision de la fiscalité sur les successions	70%
Usage n°03 l'engagement	67%
Assumer l'universalité donc la défamilialisation de la dotation	66%
Usage n°01 la formation	65%
Plafonner le quotient conjugal au même niveau que le quotient familial	64%
Accompagner les jeunes dans leurs projets via des structures dédiées	64%
Instaurons un minimum jeunesse sous la forme d'une dotation de 5000€ dès 18 ans	58%
Renoncer à la suppression de la taxe d'habitation pour les 20% des foyers les plus riches	54%
Usage n°02 la mobilité	53%
Affirmer que l'inconditionnalité du revenu de base est un humanisme	51%
Attribuer une dotation de 5 000€	43%
Cibler les usages de la dotation	35%
Rendre le revenu de base dégressif	33%

Le top 10 des propositions des internautes les + soutenues

1. <u>L'allocation universelle d'existence, un droit, une exigence vitale</u>		
Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
94	87%	Guy Valette , Membre du Mouvement Français pour un Revenu de Base
<p><u>Résumé</u></p> <p>Face à une insécurité sociale grandissante et à l'augmentation de la pauvreté, assurer à chacun un revenu minimum garanti devrait être le devoir de tout responsable politique. Cette allocation d'existence permet non seulement d'éradiquer la misère mais aussi de revaloriser les revenus des ménages modestes et ainsi de permettre à chacun de s'émanciper de l'aliénation d'un emploi subi, d'ouvrir la voie vers une société où chacun peut trouver sa place et s'épanouir. Il s'agit de passer d'un système d'aides sociales qui rabaisse à l'exercice d'un droit qui élève.</p> <p>L'allocation d'un revenu d'existence inconditionnel et individuel est fondé sur deux principes et une condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • principe de solidarité : Chacun contribue en fonction de ses moyens (en revenus et en patrimoine) à la satisfaction des besoins élémentaires de l'ensemble de la communauté pour se nourrir et se loger dignement en toute circonstance • principe d'universalité : Tout le monde reçoit, tout le monde participe au financement. A revenu universel, contribution universelle. Contribution qui par rapport au système actuel ne sera pas plus lourde pour plus de 95 % des foyers fiscaux actuels. <p>Cette allocation d'existence est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué individuellement à tous les membres d'une communauté, de la naissance à la mort, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement, dans une société solidaire...pour assurer à chacun une existence digne en toute circonstance.</p>		
Principaux arguments pour		Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • L'unité de vie est maintenant l'individu, plus le foyer • Favorise l'autonomie et la liberté de choix • Levier de réduction des inégalités • Mesure d'adaptation à une société qui n'est plus celle du plein emploi 		<ul style="list-style-type: none"> • Estimé peu précis ou convaincant sur les modalités de financement • Reconquérir les droits anciens (retraite décente, droit au logement, CDI) devenus des coquilles vides plutôt que créer des nouveaux dispositifs • Les expérimentations menées sont insuffisantes pour pouvoir revendiquer un passage à large échelle • Marginal au regard de l'enjeu prioritaire : un travail pour tous et un salaire décent • Moins efficace qu'une approche fondée sur la gratuité pour l'indispensable

2. Revenu universel pour tous

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
48	56%	romain23 88

Résumé

Il faudrait mettre en place un revenu universel pour tous, à partir de 18 ans et non conditionnel (même les très haut revenus y auraient droit). Ce revenu doit être égal au seuil de pauvreté. Il est inacceptable qu'en 2020 il y ait encore des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

En contrepartie de cette générosité et pour que ce soit viable, toutes les autres aides seraient supprimées: chômage, retraite, caf... Une seule aide mais accordée à tous. De plus, puisqu'il faut bien entendu financer cette aide, cela nécessite une revitalisation de l'économie. Donc pour aider les entreprises -> fin du salaire minimum, contrat de travail unique beaucoup plus flexible que les contrats actuels. Cela est nécessaire car un revenu universel permettant de vivre correctement inverse le rapport de force entre salarié et patronat. Il faut donc redonner de la flexibilité au patronat afin d'équilibrer les forces.

Cela donnerait un coup de boost énorme à l'économie du pays. Pensez à tous ces entrepreneurs qui n'osent pas se lancer car ils n'ont pas de filet de sécurité en cas d'échec. Combien d'entre nous quitteraient un travail dans lequel ils ne se sentent pas mis en valeur pour se mettre à leur compte? Pensez à ces entreprises malveillantes envers leurs employés qui seraient obligées de changer leurs méthodes de travail, et d'accorder plus d'importance à leurs salariés qu'à leurs actionnaires, car plus personne ne souhaiterait venir travailler pour eux.

Bien entendu il faudra penser à des modes de financements nouveaux: taxe sur la robotique industrielle, taxe sur la consommation de data sur Internet (afin de forcer les GAFAs à participer à l'effort général), taxe sur les salaires indécents...

Le revenu universel représente la liberté de devenir qui l'on souhaite, peu importe notre origine ou nos parents et ça c'est une force inouïe pour un pays.

Quant à ceux qui pensent que cela incitera les gens à rester chez eux et ne rien faire, essayez de rester chez vous sans rien faire pendant 15 jours, le temps devient vite très long... L'Homme est fait pour innover, créer, évoluer.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • Les robots remplacent les salariés mais les cotisations ne sont pas compensées • Le financement se trouve dans l'énorme simplification du système • Levier d'émancipation et reconnaissance de toutes les activités sociales qui sont essentielles mais non rémunérées • Augmenterait le niveau de formation dans toute la société • Permettrait de mener une vie décente 	<ul style="list-style-type: none"> • Le revenu doit venir du travail • La suppression des aides telles que le chômage ou la retraite serait une catastrophe • Il y a un écart trop important entre salaire minimum et minimum pauvreté • Revenu universel dès la naissance et non à 18 ans

3. Combinons revenu d'existence et capital d'émancipation !

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
41	68%	Guillaume Mathelier , Maire de la commune d'Ambilly/Haute-Savoie, Docteur en Sciences Politiques (Université de Genève)

Résumé

Depuis quelques années, le débat sur le revenu d'existence, revenu de base ou revenu universel s'est installé dans le paysage politique et philosophique. (...) Cependant, des propositions « sœurs » se retrouvent parfois dans le débat et sont souvent mises en concurrence avec l'idée de revenu d'existence. Nous pourrions résumer ces propositions par le terme de « dotation en capital ». La proximité avec le revenu d'existence est en partie assumée par le fait que l'individu bénéficiaire pourrait tout à fait utiliser sa dotation en capital pour la transformer à sa guise en revenu mensuel plutôt que de l'injecter dans la consommation ou l'investissement pour un projet: création d'entreprise, achat d'un bien immobilier, voyages, formation...

(...) Le revenu d'existence répond parfaitement à l'impératif de la dignité humaine. En revanche, les dotations en capital répondent à notre sens à un autre objectif philosophique et politique : l'émancipation de l'individu.

En cela, nous proposons de combiner la force des deux mécanismes en un seul « l'égalité des dotations initiales » qui donnerait à l'individu dès la naissance des droits socio-économiques qui dans un premier temps « capitaliserait » chaque mois une part de revenu d'existence sur un compte public personnel et qui dans un deuxième temps après délivrance de ce capital d'émancipation (accumulé par conséquent de 0 à 18 ans) donnerait droit à un revenu d'existence mensuel qui permettrait simplement d'assurer la dignité de l'individu au-delà de sa dépendance à la sphère salariale. Amené politiquement et philosophiquement comme un « droit à résonance constitutionnelle », ce mécanisme complexe d' « égalité des dotations initiales » (combinaison d'une dotation capitalisée de 0 à 18 ans et délivré à l'âge de majorité + revenu d'existence à partir de 18 ans), est compris comme résolument universel, sans contrepartie, inconditionnel et individuel.

Le montant de la dotation détermine la volonté publique d'assurer l'émancipation des individus. En effet, par exemple un montant de 5000 euros apparaît moins émancipateur qu'une somme de 64800 euros comme nous la préconisons (le jeune disposerait ainsi d'un capital d'émancipation de 64800 euros dès ses 18 ans suivant une hypothèse réaliste d'un revenu d'existence de 300 euros par mois capitalisé sur 18 ans). Le but est de donner la possibilité de réellement lancer des projets créateurs de valeur ajoutée économique et sociale. Un montant trop faible pourrait certes être facilitateur pour entrer dans la vie d'adulte en ne réussissant toutefois pas à créer les conditions réelles du démarrage d'un projet émancipateur.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> le montant élevé permet une vraie transformation sociale compensation réelle de l'injustice des héritages 	<ul style="list-style-type: none"> la proposition n'indique pas les moyens de financement / si une dotation de 5.000 € nécessite 4 milliards par an, comment financer une dotation de 65.000 € ? cette aide vient-elle en remplacement des prestations familiales ? démagogie maturité pour gérer un capital de 65K à 18 ans ne doit pas remplacer le travail

4. Un revenu vraiment universel

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
36	58%	François

Résumé

Je propose un revenu réellement universel, sans conditions, en remplacement de la plupart des allocations, et imposable :

- alloué à toute personne résidant régulièrement sur le territoire national, dès la naissance (donc en remplacement des allocations familiales).
- sans condition de ressources, non dégressif (donc imposable à l'impôt sur le revenu). Il s'agit donc de fusionner ce revenu universel avec la première tranche d'IR.
- en le rendant vraiment universel on le rend facile à gérer. On peut considérer qu'il sera très marginal pour les ménages aisés (imposition au taux marginal de la dernière tranche de revenus).
- il remplacera aussi le RSA. Tout revenu de toute activité reste profitable et constitue une incitation à travailler.
- il remplacera aussi l'allocation logement. Il faudra étudier une compensation pour les habitants de la région parisienne, sous forme de transports gratuits ou taxe d'habitation négative ou autre.
- une conséquence, à mon sens bénéfique, sera donc que tout le monde deviendra imposable, ce qui est un acte citoyen.
- un premier ordre de grandeur à affiner donnerait un revenu universel aux alentours de 1000€ par mois et un taux d'impôt pour la première tranche à 8%.
- si nécessaire le montant serait progressif en fonction de l'âge par exemple 50€ par année d'âge jusqu'à 20 ans.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • une aide nécessaire pour les jeunes • permettra de développer les activités sociales • un complément de revenu utile pour les plus bas salaires • permettra de rééquilibrer le rapport de force patronat/salariat 	<ul style="list-style-type: none"> • contre l'imposition • montant insuffisant (v. SMIC) • l'APL dépend de critères géographiques donc peut-elle être intégrée à un dispositif universel ? • risque de nivellement par le bas en rendant la marche "supérieure" plus dure à atteindre • la gratuité pour l'indispensable est plus efficace

5. Un usage non limité pour faire confiance à notre jeunesse

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
31	65%	Hémisphère gauche , think tank proche du Parti Socialiste
<p><u>Résumé</u></p> <p>Notre proposition n'est pas limitée dans les usages possibles. Nous pensons qu'il est bon de faire confiance à la jeunesse et dans sa manière de dépenser son capital. De surcroît, cette liberté dans la dépense réduit le caractère bureaucratique de cette dépense (processus d'éligibilité-justification) qui parfois est trop contraignant. Cela étant, les usages ciblés par AILES sont pertinents et rejoignent l'esprit du Patrimoine républicain.</p>		
Principaux arguments pour		Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> favoriser une société fondée sur la bienveillance plutôt que la surveillance et la culpabilisation 		<ul style="list-style-type: none"> risque de détournement de cet argent par les parents on ne peut miser sur la rationalité de tous les jeunes la gratuité pour l'indispensable est plus efficace

6. La gratuité ne peut pas se kidnapper

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
22	67%	RomainV
<p><u>Résumé</u></p> <p>Gratuité de l'indispensable et organisation de la gratuité <i>retranscription de l'extrait de l'émission Interdit d'interdire où Frédéric Taddei reçoit Paul Jorion le 24/03/2020 -</i></p> <p>Il faudrait retourner à ce qui était autrefois le cas, que la gratuité de la santé et de l'éducation à l'époque où elle existait vraiment, d'abord il faudrait les remettre en place entièrement, et ce sont des systèmes qu'il faudrait pouvoir étendre à d'autres domaines.</p> <p>Ma motivation principale, c'est parce que j'ai été banquier, c'est de ne pas donner des chèques aux gens, qui pourraient éventuellement mal les utiliser, mais c'est parce que automatiquement quand on donne des chèques aux gens, – et ça je le sais de l'intérieur – on réunit dans les banques des cellules qui sont en général dirigées par des juristes, qui vont mettre au point des systèmes pour capter au moins une partie de ces sommes.</p>		

Avec la gratuité, pas de problème de ce type là : la gratuité on ne peut pas la kidnapper. On le met dans le livre, quand on vous dit, « Mangez à volonté », dans les restaurants il n'y a personne qui reste trois jours à bouffer tout ce qu'il y a sur le buffet.

La gratuité on peut l'organiser, mais il faut l'organiser dans un cadre collectif, en pensant à l'intérêt collectif et il faut penser aussi aux surfeurs qui vont essayer simplement de détourner le système, qui vont essayer de voler les choses gratuites, qui vont essayer d'en faire un trafic à la frontière, qui vont essayer d'accaparer, etc. il y a des gens parmi nous qui sont des sociopathes, qui essayent toujours de surfer sur la générosité, sur la bonne volonté des autres.

Il faut un cadre pour organiser, on ne peut pas laisser simplement supprimer la justice, supprimer l'armée, etc. comme le disent les extrémistes libertariens mais qui sont en fait des ultralibéraux. Ça on ne peut pas le faire : il faut un cadre général pour organiser la collectivité.

Et c'est là l'avantage principal qu'à la Chine, parce que depuis Confucius, depuis le sixième siècle avant Jésus Christ, on leur dit : « Il faut une harmonie entre le gouvernement et les citoyens ». Ça permet de tempérer une dictature par un Parti communiste, ces principes confucéens d'harmonie générale de la société : « Il faut que le Ciel et la Terre s'entendent »,

Voilà, c'est la vieille pensée chinoise et ça nous nous n'en sommes pas encore là, nous on est convaincus de l'individualisme méthodologique, c'est-à-dire en fait qu'il n'y a que des consommateurs et la main invisible d'Adam Smith va s'occuper d'arranger tout ça. Non la preuve a été faite en 2008, elle est réaffirmée maintenant : il faut une organisation.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> ● il faut un changement de système complet moins centré sur l'argent et le capitalisme ● les bien et services publics doivent toujours être gratuits car financés par l'impôt ● financièrement plus abordable que le revenu de base => coût annuel de cette approche fondée sur la gratuité avec celui du revenu universel de base : 42 milliards de livres contre 250, soit un sixième de la somme. Les services universels de base représenteraient 2,2% du PIB britannique, un montant gérable, contre 13% pour le revenu universel de base, un montant lui irréaliste (source : octobre 2017 par une équipe de University College à Londres, intitulée : « Services universels de base ».) 	<ul style="list-style-type: none"> ● la proposition est en décalage avec le sujet ● la gratuité d'un bien ne reconnaît pas la valeur associée au travail de celui qui l'a produit ● dans ses fondements, la République proclame que chacun puisse bénéficier des fruits de ses mérites et non pas de sa naissance ● la gratuité ne règle aucun conflit (à la différence de la notion d'échange) ● la gratuité n'empêche pas le profit à l'exemple du Big Pharma et des médicaments gratuits ● la gratuité enlève la valeur des choses et peut pousser à la surconsommation

7. <u>Revenu de base pour tous</u>		
Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
21	66%	Annette Guilavoqui
<u>Résumé</u>		
Un revenu de base pour chaque individu de 800 euros quelque soit sa situation		
Principaux arguments pour		Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> 800 € est un bon chiffre pour éradiquer l'extrême pauvreté 		<ul style="list-style-type: none"> insuffisant pour vivre décemment, notamment pour le loyer en ville le système communiste n'a pas obtenu de résultats et il ne faut donc pas le reproduire le revenu de base ne permet pas de réellement changer le système de production

8. <u>Un revenu universel de 600€ et une nouvelle étape de réduction du temps de travail pour que chacun qui le souhaite puisse avoir un emploi</u>		
Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
19	58%	Patrick
<u>Résumé</u>		
<p>On met un revenu universel individuel et inconditionnel de 600€ mensuel pour chaque adulte majeur actif ou étudiant, et en même temps on fixe la durée légale du travail à 28 ou 30h sur une semaine de 4 jours, sans modifier le coût du travail pour l'entreprise. Ca permet de redonner un emploi à tous ceux qui souhaitent en avoir un en complément de leur revenu de base, tout en compensant la baisse de revenu liée à la suppression d'une journée d'emploi. Ce RU des actifs remplace le RSA et la prime pour l'emploi.</p> <p>Pour les enfants on fixe le RU à 200€ jusque 13 ans et 400€ entre 14 et 17 ans qui viennent remplacer les actuelles allocations familiales.</p> <p>Pour les retraités, ou les personnes en situation de handicap qui ne peuvent avoir un emploi, on fixe le RU à 1200€. Ce RU remplace la retraite de base.</p>		

On garde en complément de tout cela une assurance santé universelle, une assurance chômage et formation professionnelle et une retraite complémentaire par points.

Le complément de financement du RU est assuré par une réforme fiscale et notamment une taxe progressive sur l'actif net des particuliers mettant fortement à contribution les plus aisés.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> il ne faut pas garantir un revenu, mais garantir un emploi à tous ceux qui le souhaitent La réduction du temps de travail est efficace : les 35h ont créé 2 millions d'emploi en France sur 5 ans + l'enjeu n'est pas le coût du travail mais l'augmentation de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> Utopique L'Etat gaspille l'argent du contribuable Ce dispositif est trop lourd à financer La réduction du temps de travail ne serait pas comprise par l'opinion dans le contexte actuel Le débat porte plus sur l'utilité du travail que le temps de travail Contre une taxation supplémentaire des particuliers La norme comptable qui en fait un coût pour l'entreprise est un carcan intellectuel dont il faut sortir

9. Un revenu universel oui, mais à 1000 euros

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
19	76%	Marc Bj

Résumé

- Un revenu universel et inconditionnel de 1000 euros/mois pour tous les nationaux résidents fiscaux en France âgés de plus de 18 ans
- Le RSA, la prime d'activité et les allocations logement sont supprimés
- L'assurance chômage est réduite, cotisations et allocations
- Le régime des intermittents du spectacle est supprimé
- Le minimum vieillesse est supprimé
- Les primes de la fonction publique sont supprimées
- Le prélèvement libératoire sur les revenus mobiliers est supprimé pour que tous les revenus passent à l'impôt progressif sur le revenu
- Le barème d'imposition sur le revenu est revu avec hausse des tranches moyennes et supérieures afin d'assurer le financement de la mesure

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> montant aligné sur le seuil de pauvreté = 60% revenu médian rééquilibrage de la relation de pouvoir entre employeur et employé 	

10. Les humains financent les humains

Nombre de votes pour	Taux d'adhésion	Auteur
17	61%	lebonsens

Résumé

- ceux qui produisent (les actifs), via les prélèvements sur la contrepartie de leur travail, font vivre les jeunes et les seniors (retraités)
- les biens et services en apparence gratuits (sécurité, routes, etc.) sont financés par des prélèvements (style TVA) sur les ventes de biens et services facturés

Autres points clés du projet :

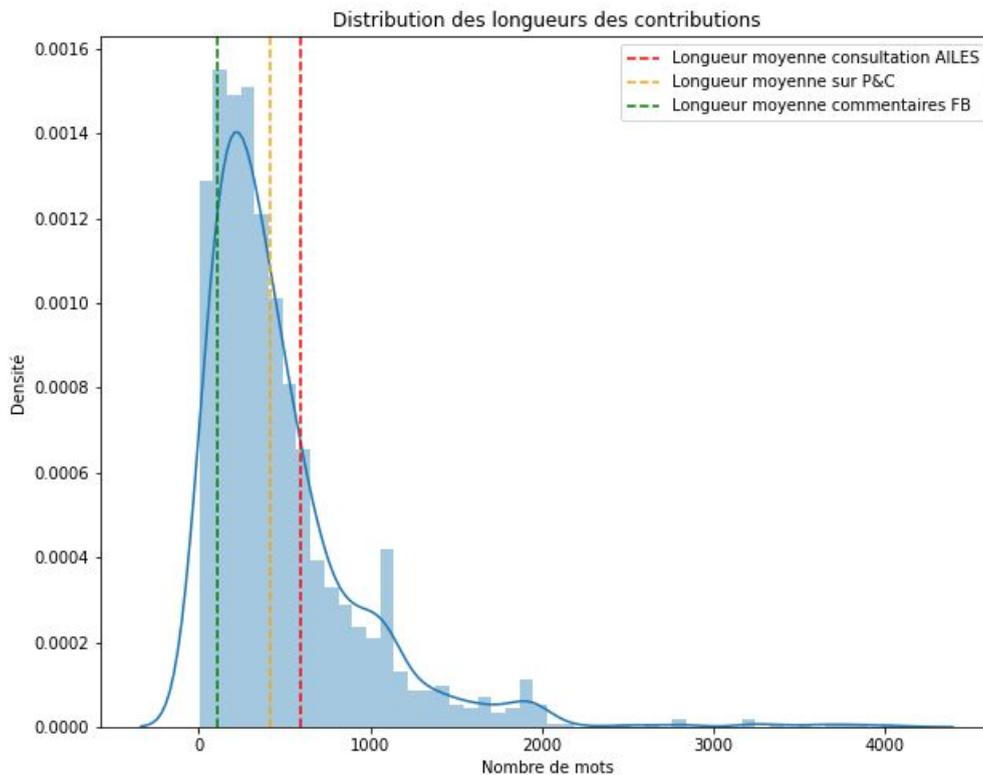
- le travail est la seule source de profit
- l'argent n'est qu'un outil pratique pour les échanges, mais sans aucune valeur.
- le montant des contreparties (remunerations) pour chaque service rendu (travail) est entièrement à revoir
- simplification de tout notre système bien trop complexe, et devenu ingérable

Suppression totale des impôts sur revenus, possession, entreprises. NON ce n'est pas un gag ! c'est possible ! Comme proposé ici, les humains sont financés dans leurs parties jeunesse et senior par des prélèvements sur les rémunérations obtenues dans leur vie active (en gros 50% de prélèvement, ce qui ne change rien par rapport au taux actuel entre net payé reçu par le travailleur, et le super brut payé par l'entreprise).

Pour revenir au sujet "somme donnée dès 18 ans", manque d'ambition. Mon projet prévoit une somme identique pour chaque enfant dès la naissance.

Principaux arguments pour	Principaux arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> projet cohérent qui pose des principes clairs avant de débattre des modalités 	<ul style="list-style-type: none"> Le monde est complexe et il faut se méfier des solutions simples dites de bon sens On ne peut séparer la population aussi simplement en actifs, jeunes, vieux Les retraités ont cotisé largement : c'est indécent de considérer que ce sont les actifs qui les font vivre L'argent des actifs est déjà dépensé pour les personnes de nationalité étrangère n'ayant pas travaillé et cotisé en France

Analyse lexicale et lexico-métrique



La longueur moyenne des contributions sur cette consultation est de 593 mots. A titre de comparaison, cette moyenne est de 120 mots si on analyse les commentaires sur Facebook aux publicités réalisées pour promouvoir la consultation. Cette moyenne est également supérieure à la moyenne générale observée sur les consultations de Parlement & Citoyens.

Cette donnée est un indicateur de la qualité des débats et du niveau d'argumentation des participants. Il reste bien entendu à utiliser avec précaution dans la mesure où une contribution longue n'est évidemment pas strictement synonyme de contribution qualitative !

En détails

1. Sur le principe général

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> ● il faut faire qqch pour la jeunesse ● un moyen efficace pour se projeter dans l'avenir ● le monde a changé : on ne peut comparer l'entrée dans le monde du travail actuelle et celle de la génération précédente ● permettre aux jeunes de rebondir après un échec / les inviter à tenter / il existe une inégalité sociale face à l'échec ● permet de s'autoriser à changer de vie/tracer sa propre route quel que soit son milieu social ● permet d'accéder à l'autonomie ● les pays européens aident beaucoup plus leur jeunesse ● le système d'aide actuelle rabaisse les individus 	<ul style="list-style-type: none"> ● déjà beaucoup d'aides en France ● société d'assistanat ● une aide de plus dans un système social en France inefficace qui gaspille l'argent public mais ne parvient pas à ceux qui en ont le plus besoin ● opposé à la valeur travail ● la gratuité n'aide pas à comprendre la valeur des choses ● la vie dure = la vie réelle, il ne faut pas surprotéger les jeunes ● la proposition est plus proche d'un RSA jeune que d'un réel revenu de base ● prolongerait le parcours étudiant déjà long ● les études supérieures ne sont pas le seul horizon possible et utile pour les jeunes ● inégale maturité des jeunes : risque que tout ou partie d'entre eux le dépensent pour consommation courante, loisirs, voyages, drogues ● coût trop élevé pour les finances publiques ● augmentation de la pression fiscale déjà trop élevée ● don "aveugle" s'il n'est pas lié aux ressources et au projet de la personne / mettre en place des conditions / donnant-donnant / Pas de droit sans devoir ● les aides font augmenter artificiellement le coût de la vie (ex: le montant des loyers qui augmente avec le montant des aides, les aides au photovoltaïque) ● mesure démagogique à destination de l'électorat jeune ● Tant que vous continuerez de parler de

	<p>"garder une réelle incitation au travail" c'est que vous niez un fait simple : ce ne sont pas les gens qui refusent de travailler, c'est le travail qui manque / Le revenu de base n'est pas un outils incitatif à trouver un emploi ni à en quitter un.</p> <ul style="list-style-type: none">● le taux d'emprunt étant à 1%, un jeune peut s'aider lui-même par l'emprunt● cela revient à faire des jeunes des salariés de l'Etat, ce qui n'est pas sain pour une démocratie
--	--

Propositions alternatives :

- gratuité complète de l'éducation / gratuité pour l'indispensable
- diminution du coût des transports
- compétitivité de l'économie française pour développer l'emploi
- programme de développement du service civique
- augmentation du montant des aides au logement pour les foyers modestes
- aide au permis de conduire
- accompagner systématiquement tous les projets de création d'entreprise au travers de Coopératives d'Activité et d'Emploi : la somme de 5000 euros correspondre à un investissement encadré dans une CAE en cas de création d'activité, dans d'autres parts distributrices de dividendes, ou correspondre à un capital études permettant de subvenir aux dépenses par à-coups de la vie étudiante.
- chèque voyage
- agir sur l'emploi par la réduction du temps de travail
- prêt à taux très bas
- verser ¼ du montant des aides aux directeurs d'établissement plutôt qu'aux parents pour mieux contrôler l'usage et éviter que ce ne soit du soutien à la consommation
- améliorer les formations
- suppression de la prime d'activité tout court qui est une aberration / revalorisation du SMIC

2. Sur la dotation

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • un complément utile pour passer le permis • investir sur la formation est un investissement utile à moyen long terme • aides pour tous et pas uniquement les étudiants 	<ul style="list-style-type: none"> • va faire augmenter artificiellement le montant des formations sans lien avec la qualité • l'enjeu est le revenu courant • trop ciblée sur la formation

Propositions alternatives :

- cibler sur le logement plutôt que la formation
- plafonner pour les plus hauts revenus : "Je suis d'accord avec l'idée même si ça me chiffonne un peu de donner 5000 euros à un jeune issu des 0.1% les plus riches pour qui 5000 balles représente son chèque annuel de Noël"

Sur le principe du ciblage de la dotation

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • l'objectif de l'insertion professionnelle est pertinent • logique de donnant/donnant • engagement associatif au minimum 	<ul style="list-style-type: none"> • inconditionnel = sans condition • Cette dotation est humiliante. Elle ressemble à un « achat » d'insertion et de vote

Sur le montant de la dotation

arguments pour	arguments contre

Propositions alternatives :

- 5.000 euros à 18 ans + 5000 euros à 25 ans soit 10 000 euros en tout
- 50.000 Euros à 18 ans et pendant 6 ans

sur l'âge à 18 ans

arguments pour	arguments contre

<ul style="list-style-type: none"> • correspond à l'âge pour voter = responsabilité en tant que citoyen 	<ul style="list-style-type: none"> • arbitraire • trop tôt : il est logique qu'un patrimoine se constitue au fil des années et des efforts • la majorité sociale est un concept flou
--	---

Propositions alternatives :

- l'age seuil de 18 ans pour la dotation pourrait être abaissé à 16 ans dans certains cas. Je pense notamment aux apprentis, aux jeunes qui doivent quitter leur domicile familiale très tôt pour différentes raisons, aux jeunes en décrochage scolaire ou sortant d'un établissement pénitentiaire pour mineurs avant leur majorité pour qui la dotation se présenterait comme un wagon pour se raccrocher à un avenir souhaitable et à la société

Assumer l'universalité donc la défamilialisation de la dotation

arguments pour	arguments contre
	<ul style="list-style-type: none"> • Encore une mesure pour remplacer la famille par l'Etat. Il est loin l'esprit des allocations familiales qui ont pourtant fait leurs preuves d'efficacité.

Accompagner les jeunes dans leurs projets via des structures dédiées

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • libre choix de la structure d'accompagnement ? • encadrement par une sorte de tuteur 	<ul style="list-style-type: none"> • les structures d'accompagnement servent à donner des postes aux copains • ces structures existent déjà : renforcer les moyens plutôt que créer des nouvelles

Financer ce patrimoine universel par une révision de la fiscalité sur les successions

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • Cela me paraît logique que quand on a déjà touché un héritage important, on puisse davantage être taxé sur le second • permet de lutter contre les inégalités 	<ul style="list-style-type: none"> • 300K€ est un plancher trop bas • classes moyennes sont déjà les vaches à lait • les rentiers d'antan ne sont pas si nombreux en France • l'héritage est le produit du travail • risque d'acceptabilité par l'opinion qui nuit au crédit du dispositif

Propositions alternatives :

- sur les biens immobiliers estimés à plus d'1 million d'euros et non sur la classe moyenne
- abolir l'héritage : si on prenait l'ensemble des héritages transmis chaque année en France, et qu'on le redistribuait à part égale à tous les français à leur majorité, chacun recevrait à peu près 310 000

3. Sur le revenu de base inconditionnel

sur le principe

arguments pour	arguments contre
	<ul style="list-style-type: none"> • limité par rapport au vrai revenu de base tout au long de la vie

Propositions alternatives :

- versement en monnaie locale

sur le montant

arguments pour	arguments contre
	<ul style="list-style-type: none"> • insuffisant pour vivre décemment • le montant actuel du RSA est au maximum de 500 euros environs. La prime d'activité au maximum est d'environ 200 euros. Donc un revenu universel composé des deux devrait être de 700 euros et non pas 500.

Propositions alternatives :

- alignement sur le seuil de pauvreté à 1060 €
- 900 €
- revenu de base mensuel fixé au tiers du revenu médian soit $1770/3 = 590$ euros, le seuil de pauvreté étant de $1770 * 0,6 = 1062$ 4) revenu de base exonéré d'IRPP sauf pour les personnes atteignant un revenu égal à 3 fois le revenu médian soit 5330 mensuel. dans ce cas le RdB est intégré au barème fiscal
-

sur l'âge à 18 ans

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • on est majeur, on est responsable pénalement donc 18 ans est le bon âge effectivement • ok si il est bien compatible avec d'autres aides 	<ul style="list-style-type: none"> • A 18 ans, on est soit à l'école, soit en début de carrière professionnelle. Dans les 2 cas, on n'a pas besoin d'une dotation; quelle qu'elle soit.

sur l'inconditionnalité = un humanisme

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • vivre dans la dignité • assumer les besoins de base 	<ul style="list-style-type: none"> • contradictoire avec le fait que la proposition contient une conditionnalité partielle • l'humanisme est un concept qui peut prendre des sens très différents selon l'idéologie qui le porte

sur la dégressivité

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • infinançable sinon • J'ai l'impression que cette proposition a été mal comprise : elle est équivalente à dire que tout revenu au-delà du revenu minimum est ensuite taxé à 30 %, ce qui correspond à la proposition faite par certains opposants d'augmenter la fiscalité. Administrativement, il me semble 	<ul style="list-style-type: none"> • incompatible avec l'idée du revenu de base inconditionnel • Le fait de le penser dégressif produira la même usine à gaz que le droit rechargeable pour les allocations chômage : si quelqu'un trouve un emploi avec un salaire inférieur au revenu de référence, ou un emploi à temps partiel ou

<p>que la dégressivité est plus simple : quelqu'un au SMIC, au lieu de recevoir 564 euros puis devoir ensuite payer environ 400 euros d'impôts, recevrait directement 164 euros de complément de revenu. Cela occasionne une transaction de moins</p>	<p>CDD court, il risque de se retrouver en plus grande difficulté qu'en restant sans emploi</p>
---	---

Propositions alternatives :

- cela doit se faire sur le taux d'impôt à la source. Peut être même le revenu De base passe par la fiche de paie de l'employeur (sans forcément passer par l'entreprise). Tout ca est tres psychologique mais c'est important que la presentation du revenu soit positive sur la fiche de paie

Réformer l'impôt sur les multinationales pour qu'elles soient imposées en France sur la base de leur chiffre d'affaire réalisé en France

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • à l'échelle européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • La limite de 150 millions pourrait être abaissée

Créer une tranche supérieure de l'impôt sur les revenus à 50% pour les revenus supérieurs ou égaux à 250 000 euros

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> • c'est le système le plus juste 	<ul style="list-style-type: none"> • il y a trop d'écart entre deux ménages de la 4ème tranche de 75K à 250 K • grille plus fine à mettre en place • Un impôt juste c'est 1% du salaire pour tous • Cette segmentation rend le système fiscal moins lisible pour le citoyen et le passage d'une tranche à celle du dessus est ressentie comme injuste • rajouter des paliers, avec des tranches imposées à 60-70-80%. Voire même 90. On est en période de crise, après tout • Vous ne savez que taxer ceux qui travaillent. Croyez vous que ceux qui atteignent ce niveau de revenu ne travaillent que 35 heures?

	<ul style="list-style-type: none"> la manière juste de financer ça serait de faire payer tout le monde, proportionnellement à ses revenus, sans aucune condition
--	---

Plafonner le quotient conjugal au même niveau que le quotient familial

arguments pour	arguments contre
	<ul style="list-style-type: none"> Lorsqu'un couple est marié ou pacsé les revenus sont généralement mis en commun. De ce fait l'idée du quotient conjugal me paraît logique, et je le garderais. Il me paraîtrait injuste qu'un couple gagnant par exemple 3000€ et 1000€ par mois soient taxé d'avantage qu'un couple où les deux personnes gagnent 2000€/mois.

Renoncer à la suppression de la taxe d'habitation pour les 20% des foyers les plus riches

arguments pour	arguments contre
<ul style="list-style-type: none"> oui, Il faut revoir le mode de calcul de cette taxe complètement illogique 	<ul style="list-style-type: none"> en matière de taxation, un modèle qui met tout le monde à la même enseigne semble préférable car une taxe qui dure dans le temps est une taxe comprise et perçue comme égalitaire Ce n'est pas en appauvrissant les riches que les pauvres seront plus heureux Encore de la discrimination... Si la taxe d'habitation est maintenue c'est pour tous le monde il n'y a aucune raison d'en exonérer quelques uns et pas les autres dans les faits avant cette réforme, les personnes modestes avaient un dégrèvement qui tenait compte de leurs revenus, ce dégrèvement était à la charge de l'état qui reversait à l'euro ces montants aux collectivités concernées : joli tour de passe passe cette suppression l'état s'est engagé à reversé aux

	<p>collectivités un montant identique jusqu'à quand? Il serait préférable de réévaluer les bases de façon équitable</p> <ul style="list-style-type: none">● hypocrisie ! Supprimer une taxe pour créer un nouvel impôt● Je suis soit-disant dans les 20% les plus riches, je suis primo-accédant sans parents aisés pour m'aider, j'ai encore 20 ans de crédit sur le dos à 33% d'endettement, car nous sommes en pleine bulle immobilière (qui ne se dégonfle pas...). Si je perds mon job, ça peut très vite être une faillite personnelle... En réalité, je ne suis pas riche, j'ai simplement à cet instant un revenu un peu plus élevé que d'autres. Mes dettes pour me placer au même niveau (c'est à dire avoir mon propre toit), que d'autres (précédentes générations notamment) font que je suis bien plus pauvre qu'eux qui sont déjà exonérés de cette TH... Alors désolé, mais cette suppression de la taxe d'habitation POUR TOUS ne me paraît pas inégalitaire● la gauche tape toujours sur les classes moyennes. ce n'est pas être riche que d'être dans les 20% les plus riches
--	--

Propositions complémentaires de financement :

- la taxe sur les transactions financières
- la lutte contre la fraude fiscale
- remise en place de l'ISF
- Vous écrivez: "Le calcul de l'impôt basé sur le quotient conjugal incite celui qui gagne moins à ne pas travailler" En math on connaît bien ce phénomène, ça s'appelle "l'inégalité de Jensen". Pour éviter ce phénomène il faut que la règle de taxation soit une fonction concave du revenu. Dans ce cas, il n'y a plus d'avantage à être imposé sur le revenu moyen. Je conseille de choisir une fonction linéaire ou affine du revenu, c'est plus compréhensible pour tout le monde "Faites simple: une taxation linéaire ou affine".
- prendre 25% à tout le français est le montant nécessaire : celui qui gagne 1500€/mois paie 375€/mois ($600-375=225$: il recevrait plus qu'il paie), et celui qui gagne 100 000€/mois paie 25 000€/mois ($600-25\ 000=-24\ 400$).
- Je ferai plutôt une tva sur les loyers et les charges. 5 pourcent pour les résidences principales (première nécessité) et 20 pourcent pour les résidences de luxe, les bureaux et les résidences secondaires.

Questions / demandes de précisions

- Quid des sorties sèches des jeunes issus de l'Ase?
- Quelle compatibilité avec les autres aides ?
- Clarification sur la dégressivité : J'ai l'impression que cette proposition a été mal comprise : elle est équivalente à dire que tout revenu au-delà du revenu minimum est ensuite taxé à 30 %, ce qui correspond à la proposition faite par certains opposants d'augmenter la fiscalité. Administrativement, il me semble que la dégressivité est plus simple : quelqu'un au SMIC, au lieu de recevoir 564 euros puis devoir ensuite payer environ 400 euros d'impôts, recevrait directement 164 euros de complément de revenu. Cela occasionne une transaction de moins
- Plafonnement quotient conjugal "j'vois pas trop à quoi sert le plafonnement. Il faut aussi que les mesures socialistes inclus les "riches" dans leur réforme. Quand on lit votre proposition ca fait un peu "les pauvres contre les riches". Pour plus d'acceptation de tout le monde, tout le monde à la meme enseigne."
- L'absence de conditionnalité consiste donc, par rapport au RSA jeune, à l'absence d'exigence d'activité antérieure et, par rapport au RSA en général, à l'absence de contrepartie de recherche d'emploi et donc à l'absence d'exclusion des jeunes en formation ou études. L'accompagnement professionnel et social reste un droit. Dans le RSA aussi, mais dans le RSA c'est un droit ET aussi une obligation du bénéficiaire. Cela devient-il optionnel et facultatif ? Le projet comporte semble-t-il des imprécisions